



1, rue des Arquebusiers
67080 Strasbourg Cedex

Institut Hospitalo-Universitaire de chirurgie mini-invasive guidée par l'image

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Institut Hospitalo-Universitaire de chirurgie mini-invasive guidée par l'image

Fondation de Coopération Scientifique

Siège social : 1 place de l'Hôpital 67000 STRASBOURG

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux membres du Conseil d'Administration,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la fondation Institut Hospitalo-Universitaire de chirurgie mini-invasive guidée par l'image relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la fondation à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- La note de l'annexe 6.5.2.2 *Fonds dédiés* expose les informations relatives aux montants et au traitement comptable des fonds dédiés en lien avec les subventions d'exploitation reçues.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et méthodes comptables appliqués par votre fondation, nos travaux sur ce point ont consisté à contrôler la conformité du traitement comptable retenu avec les normes comptables en vigueur relatives aux fonds dédiés, à en valider la correcte application dans les comptes et à vérifier la pertinence de l'information fournie dans l'annexe.

- Nous nous sommes également assurés de la présentation d'ensemble des comptes annuels.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux administrateurs.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la fondation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fondation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Mazars

Strasbourg, le 28 mai 2024



Laurence Fournier

Associée

INSTITUT HOSPITALO-UNIVERSITAIRE DE CHIRURGIE MINI-INVASIVE GUIDEE PAR L'IMAGE

Actif			Au 31/12/2023			Au 31/12/2022
			Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement				
		Frais de recherche et développement				
	Donations temporaires d'usufruit					
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	829 068	780 713	48 354	192 534	
	Immobilisations incorporelles en cours					
	Avances et acomptes					
	TOTAL	829 068	780 713	48 354	192 534	
	Immobilisations corporelles	Terrains	30 639	12 580	18 058	21 037
		Constructions	34 835 222	12 965 643	21 869 579	23 586 882
		Inst.techniques, mat.out.industriels	13 453 298	11 543 038	1 910 259	2 671 342
		Immobilisations corporelles en cours				37 209
		Avances et acomptes	76 450		76 450	24 983
		TOTAL	48 395 611	24 521 262	23 874 348	26 341 454
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations financières ⁽²⁾	Participations et créances rattachées	408 360	31 700	376 660	338 360	
	Autres titres immobilisés	438 000	438 000		798 000	
	Prêts					
	Autres	2 055		2 055	2 055	
	TOTAL	848 415	469 700	378 715	1 138 415	
Total I		50 073 094	25 771 676	24 301 418	27 672 403	
Actif circulant	Stocks et en cours		6 713		6 713	8 019
	Créances ⁽³⁾	Créances clients, usagers et comptes rattachés	2 073 780	111 429	1 962 351	1 982 698
		Créances reçues par legs ou donations				
		Autres	12 598 836		12 598 836	12 600 300
	TOTAL	14 672 617	111 429	14 561 188	14 582 999	
	Divers	Valeurs mobilières de placement				
		Instruments de trésorerie				
Disponibilités		6 089 112		6 089 112	7 549 734	
Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾		141 567		141 567	176 697	
Total II		20 910 010	111 429	20 798 581	22 317 450	
Frais d'émission des emprunts III						
Primes de remboursement des emprunts IV						
Ecart de conversion Actif V						
TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)		70 983 104	25 883 105	45 099 999	49 989 854	
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)					

INSTITUT HOSPITALO-UNIVERSITAIRE DE CHIRURGIE MINI-INVASIVE GUIDEE PAR L'IMAGE

Passif		Au 31/12/2023	Au 31/12/2022
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	1 000 000	1 000 000
	Fonds propres complémentaires	333 014	333 014
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	5 119 498	4 027 441
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	93 556	1 092 056
	Situation nette (sous-total)	6 546 068	6 452 512
	Fonds propres consommables	400 000	400 000
	Subventions d'investissement	23 893 655	26 268 127
	Provisions réglementées		
Total I		30 839 724	33 120 639
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs	264 000	264 000
	Avances conditionnées		
Total I bis		264 000	264 000
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	10 768 034	13 482 382
Total II		10 768 034	13 482 382
Provisions	Provisions pour risques	243 190	
	Provisions pour charges		
Total III		243 190	
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾		
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾	20 634	
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 476 998	1 353 065
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	660 747	910 666
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	20 075	
	Autres dettes	380 282	379 074
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	426 312	480 025
Total IV		2 985 051	3 122 831
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		45 099 999	49 989 854
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

INSTITUT HOSPITALO-UNIVERSITAIRE DE CHIRURGIE MINI-INVASIVE GUIDEE PAR L'IMAGE

		Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois	Du 01/01/2022 Au 31/12/2022 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations		
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens	43 822	
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	2 248 463	1 584 183
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	3 929 508	3 324 439
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	3 000	8 230
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières	-8 560	
Charges d'exploitation	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	15 469	27 138
	Utilisations des fonds dédiés	6 809 134	5 854 248
	Autres produits	314 549	284 358
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	13 355 387	11 082 597
	Achats de marchandises	38 487	17 993
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	4 681 093	3 863 795
	Aides financières	481 986	789 342
	Impôts, taxes et versements assimilés	41 103	-353 117
	Salaires et traitements	2 323 201	2 311 126
	Charges sociales	854 864	888 894
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	3 127 713	3 290 442
	Dotations aux provisions	247 811	106 807
	Reports en fonds dédiés	4 164 987	2 883 802
	Autres charges	50 677	64 982
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	16 011 926	13 864 069
1. Résultat d'exploitation (I-II)		-2 656 539	-2 781 471

INSTITUT HOSPITALO-UNIVERSITAIRE DE CHIRURGIE MINI-INVASIVE GUIDEE PAR L'IMAGE

		Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois	Du 01/01/2022 Au 31/12/2022 12 mois
Produits financiers	De participations	22 723	
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé	117 015	11 019
	Autres intérêts et produits assimilés		
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change	514	5 323
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III		140 253	16 343
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	469 700	
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change	1 047	1 584
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV		470 747	1 584
2. Résultat financier (III-IV)		-330 494	14 759
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		-2 987 033	-2 766 712
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital	3 080 590	3 858 769
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	3 080 590	3 858 769
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI		
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		3 080 590	3 858 769
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII			
Total des produits (I + III + V)		16 576 230	14 957 710
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		16 482 674	13 865 653
EXCÉDENT OU DÉFICIT		93 556	1 092 056
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature		1 206 811	1 015 465
Bénévolat			
Total		1 206 811	1 015 465
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens		1 206 811	1 015 465
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total		1 206 811	1 015 465

1 **Objet social**

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

L'Institut Hospitalo-Universitaire de Strasbourg, ci-après dénommé « l'Institut », est créé sous la forme d'une Fondation de coopération scientifique, ci-après dénommée la « Fondation », régie par les présents statuts.

Il a pour objet de conduire un projet d'excellence médicale et scientifique en organisant, structurant et développant, dans le domaine de la chirurgie mini-invasive guidée par l'image et sur le site des Hôpitaux Universitaires de Strasbourg, le fonctionnement d'infrastructures de recherche clinique et de recherche translationnelle de niveau mondial ouverts aux projets émanant de partenaires publics ou privés, d'origine nationale ou internationale, regroupant l'éventail des compétences nécessaires à la valorisation des découvertes émanant du secteur public, ainsi qu'aux programmes de recherche partenariale. Il assure notamment un transfert de technologie entre partenaires publics et/ou privés et favorise la mise en place de partenariats industriels.

A cet effet, l'Institut associe des unités de recherche et des services hospitaliers reconnus au niveau international relevant soit de ses fondateurs soit des partenaires associés, autour d'une politique commune de recherche et de soins. La liste des unités et des services qui sont impliqués dans la fondation à la date de sa création figure en annexe 1 des statuts.

La Fondation entend apporter à ces unités et services des moyens complémentaires dans le cadre d'une stratégie commune pour renforcer leur interactivité scientifique et leur rayonnement international, leur permettant d'attirer des scientifiques de haut niveau et d'accueillir de jeunes talents au bénéfice de la santé et du progrès médical.

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :

L'IHU Strasbourg développe une chirurgie mini-invasive guidée par l'image pour garantir à chaque patient des interventions plus précises et plus sûres. Ses activités se déclinent en 4 pôles :

- Une recherche biomédicale d'excellence à visée translationnelle
- Un centre d'enseignement pour former aux nouvelles pratiques chirurgicales
- Un plateau médico-chirurgical de pointe opéré par les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg
- Une structure d'incubation et de valorisation de l'innovation

3 Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

Investissements :

Engagés et terminés dans l'exercice.

Investissements totaux en 2023 pour 502 K€ dont principalement :

- 34 k€ de travaux et aménagements pour l'espace consultation de l'activité clinique
- 336 k€ de matériel informatique et vidéo (dont une nouvelle infrastructure de stockage)
- 75 k€ de travaux pour la structure du bâtiment (travaux électrique, VMC..)
- 57 k€ de matériel pour la recherche

49 projets de recherche sont en cours :

- 13 projets co-financés qui ont débuté les années précédentes
- 21 projets ou faisabilités IHU qui ont débuté les années précédentes
- 15 nouveaux projets engagés sur l'exercice 2023
 - 5 projets pour un total de 5 014 k€ faisant l'objet d'un co-financement, via la BPI, l'ANR, l'Europe et la Fondation Force
 - 10 faisabilités pour un total de 51 k€ provenant de l'enveloppe ANR

Ressources humaines

- Effectif moyen sur 2023 : 46 ETP
- Masse salariale pour 2023 : 3 178 K€
- 4 embauches en CDI au niveau ingénieur, équipe informatique et recherche clinique
- 6 CDD au niveau fellows, chargés de projets, ingénieurs et administratif
- 8 contrats alternance et stagiaires
- 2 sorties de CDI

Autres moyens/dépenses engagées

- a. Valorisation/coût brevets : engagements pour 92 k€ de frais liés aux dépôts, maintien de brevets en cours
- b. Entretien général/dépense de fonctionnement : 1 420 k€ de frais liés à l'entretien et la maintenance du bâtiment sur un total de 4 681 k€ au titre des autres achats et charges externes.

4 Fais caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

4.1 Fais caractéristiques de l'exercice

Les faits caractéristiques de l'exercice sont les suivants :

- La nomination du prochain directeur général qui prendra ses fonctions au 01/01/2024
- L'IHU a pris une participation dans une startup issue de brevets IHU ;
 - IGLOBE : Prise de participation dans une nouvelle start-up IGLOBE pour 20 k€ soit 20 % du capital.
- Dans le cadre des participations déjà acquises :
 - TAURUS : L'IHU a converti une partie des obligations convertibles pour 50 k € en actions et a obtenu le remboursement du solde pour un montant de 310 k€ avec des intérêts d'un montant de 22 k€
- L'IHU a obtenu plusieurs financements importants
 - Projet TEF Health financé par l'Europe et la BPI pour un total de 1 171 k€ (dont 120 k€ pour des investissements)
 - Projet DAIOR financé par l'ANR pour 1 036 k€ (dont 200 k€ pour des investissements)
 - Projet MEDITWIN financé par la BPI pour 2 670 k€ (dont 260 k€ pour des investissements)
 - Projet MITI2 financé par l'Europe pour 67 k€
 - Projet ARPA financé par la Fondation Force pour 70 k€

4.2 Fais caractéristiques postérieurs à la clôture

Prise des fonctions du nouveau Directeur Général au 01/01/2024.

5 Principes et méthodes comptables

5.1 Principes généraux

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 ainsi que des règlements ANC n° 2020-08 et n° 2022-02 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

La date d'arrêté des comptes par le Directeur Général est le 21/05/2024.

5.2 Dérogations

Notre entité n'a pratiqué aucune dérogation aux règles comptables applicables.

6 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, les biens reçus à titre gratuit sont comptabilisés à l'actif en les estimant à leur valeur vénale.

6.1 Bail emphytéotique

Les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg (bailleur) et la Fondation IHU Strasbourg (Emphytéotique) ont conclu en mai 2016, aux fins d'édification d'un bâtiment dans lequel la Fondation exerce son activité, un bail emphytéotique pour une durée de 42 ans.

Ce bail est consenti moyennant :

- une redevance annuelle fixée à un euro ;
- la remise au bailleur, à l'expiration du bail, de l'ensemble des aménagements, améliorations et constructions exécutés par la Fondation sur le terrain loué.

6.2 Actif immobilisé

À leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les modes et durées d'amortissements sont présentés au paragraphe 6.2.2.3.

6.2.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Valeur brut début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
				Sorties	Virements	
Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	829 068	-	-	-	829 068
Immobilisations corporelles	Terrains	30 639				30 639
	Constructions	34 835 223				34 835 223
	Install. Tech., mat., outillage	6 395 633	57 000			6 452 633
	Install. générales, ag. Am. divers	490 754	109 155			599 910
	Matériel de transport	-				-
	Mat bur., informatique, mobilier	6 067 779	336 015	3 039		6 400 755
	Immo. Corp. En cours	37 210			37 210	-
	Avances et acomptes	24 983	51 467			76 450
	Total III	47 882 222	553 638	3 039	37 210	48 395 611
Immobilisations financières	Participations	338 360	70 000			408 360
	Créances rattachées à des part.	-				-
	Autres titres immobilisés	798 000		360 000		438 000
	Prêts et autres immo. financières	2 055				2 055
	Total IV	1 138 415	70 000	360 000	-	848 415
Total général		49 849 705	623 638	363 039	37 210	50 073 094

6.2.1.1 Aménagement du cadre général – Augmentations

Augmentations de l'exercice	Ventilation des augmentations				
	Virements		Entrées		
	De poste à poste	Provenant de l'actif circulant	Acquisitions	Apports	Créations
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles	37 210		516 428		
Immobilisations financières			70 000		
TOTAL	37 210		586 428		

6.2.1.2 Aménagement du cadre général - Diminutions

Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions				
	Virements		Sorties		
	De poste à poste	À destination de l'actif circulant	Cessions	Scissions	Mises hors service
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles	37 210		3 039		
Immobilisations financières			360 000		
TOTAL	37 210		363 039		

6.2.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Immobilisations		Amortissements début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Amortissements fin (D)
Amortissements incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	636 534	144 179		780 714
Amortissements corporelles	Terrains	9 602	2 978		12 581
	Constructions	11 248 341	1 717 302		12 965 643
	Install. Tech., mat., outillage	5 244 446	655 854		5 900 300
	Install. générales, ag. Am. divers	100 931	58 974		159 905
	Matériel de transport	-			-
	Mat bur., informatique, mobilier	4 937 448	548 425	3 039	5 482 834
	Immo. Grevées de droits	-			-
	Total III	21 540 768	2 983 534	3 039	24 521 263
Total général		22 177 302	3 127 713	3 039	25 301 976

6.2.2.1 Aménagement du cadre général - Augmentations

Augmentations (Dotations) de l'exercice	Ventilation des dotations			
	Compléments liés à une réévaluation	Sur éléments amortis selon mode linéaire	Sur éléments amortis selon autre mode	Dotations exceptionnelles
Immobilisations incorporelles		144 179		
Immobilisations corporelles		2 983 534		
TOTAL		3 127 713		

Catégories d'immobilisations	Postes du résultat avec dotation		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Immobilisations incorporelles	144 179		
Immobilisations corporelles	2 983 534		
TOTAL	3 127 713		

6.2.2.2 Aménagement du cadre général - Diminutions

Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions		
	Éléments transférés à l'actif circulant	Éléments cédés	Éléments mis hors service
Immobilisations incorporelles			
Immobilisations corporelles		3 039	
TOTAL		3 039	

6.2.2.3 Durée et mode d'amortissement

Les immobilisations sont amorties selon les modes et durées d'usage en application de l'article L.123-16 du Code de Commerce.

Catégorie	Mode	Durée
Gros oeuvre	Linéaire	42 ans
Menuiserie extérieure	Linéaire	25 ans
Métallerie/serrurerie	Linéaire	25 ans
CVC/sanitaire/réseau sous dallage	Linéaire	25 ans
Electricité	Linéaire	20 ans
Couverture/étanchéité/bardages	Linéaire	15 ans
Isolation thermiques/stores	Linéaire	15 ans
Menuiserie intérieure bois	Linéaire	15 ans
Chape/Carrelage/Faïence	Linéaire	15 ans
Fluides médicaux	Linéaire	15 ans
Ascenseur	Linéaire	15 ans
Cloisons/plâtrerie/faux-plafonds	Linéaire	10 ans
Revêtement de sol/parquet	Linéaire	10 ans
Peinture	Linéaire	10 ans
Equipements spécifiques	Linéaire	10 ans
Aménagements extérieurs	Linéaire	10 ans
Agencements et aménagements gén.	Linéaire	5 à 10 ans
Matériels et outillages généraux	Linéaire	3 à 10 ans
Matériel de bureau	Linéaire	5 à 10 ans
Mobilier	Linéaire	5 à 10 ans

6.2.3 Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture

Amortissement et dépréciation	Début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Fin de l'exercice
		Amortissement	Dépréciation	Amortissement	Dépréciation	
Incorporelles	636 534	144 179	-	-	-	780 714
Corporelles	21 540 768	2 983 534	-	3 039	-	24 521 263
TOTAL	22 177 302	3 127 713	-	3 039		25 301 976

6.2.4 Informations relatives aux filiales et participations

A. Renseignements détaillés concernant les filiales et participations

Filiales (+ de 50 % capital détenu)	Capital	Quote-part %	Valeurs comptables des titres détenus		CA Hors taxes	Prêts/avances non remboursés
	Rés. et report avant affect.	Dividendes	Brute	Nette	Résultats	Cautions
GIE IHU	1000	66%	660		1 340 896	-
				660	-107 957	-
Observation : Données 2022 car bilan 2023 non disponible						

Participations (10 à 50% capital détenu)	Capital	Quote-part %	Valeurs comptables des titres détenus		CA Hors taxes	Prêts/avances non remboursés
	Rés. et report avant affect.	Dividendes	Brute	Nette	Résultats	Cautions
QAELO	127 038	24,95%	31 700		-	
				31 700	- 90 887	
Observation : Données 2022 car bilan 2023 non disponible						
TAURUS	1 025	14,98%	305 000		-	
				305 000	- 91 426	
Observation : Données 2022 car bilan 2023 non disponible						
AIDO	10 000	10%	1 000			
				1 000		
Observation : Comptes non disponibles, premier bilan en 2023 non disponible						

B. Renseignements globaux concernant les autres filiales ou participations

Filiales (françaises et étrangères) non reprises au § A	Valeurs comptables des titres détenus (7) (8)		Prêts et avances consentis par l'entité et non encore remboursés (7) (9)	Montant des cautions et avals donnés par l'entité (7)	Dividendes encaissés par l'entité au cours de l'exercice (7)
	Brute	Nette			
RDS	50 000	50 000	-	-	-
Observation : Comptes non disponibles					

6.2.5 Titres immobilisés de l'activité de portefeuille (TIAP)

Décomposition de la valeur estimative	Montant à l'ouverture de l'exercice			Montant à la clôture de l'exercice		
	Valeur comptable brute	Valeur comptable nette	Valeur estimative	Valeur comptable brute	Valeur comptable nette	Valeur estimative
Fractions du portefeuille évaluées : - au coût de revient	798 000	798 000	798 000	438 000	360 000	360 000
Valeur estimative du portefeuille	798 000	798 000	798 000	438 000	360 000	360 000

Variation de la valeur du portefeuille de TIAP

Valeur du portefeuille Mouvements de l'exercice	Valeur comptable nette	Valeur estimative
Montant à l'ouverture de l'exercice	798 000	798 000
Acquisition de l'exercice		
Cession de l'exercice (en prix de vente)	-360 000	-360 000
Reprises de dépréciations sur titres cédés		
Plus-values sur cessions de titres :		
- détenus au début de l'exercice		
- acquis dans l'exercice		
Variation de la dépréciation du portefeuille	-438 000	-438 000
Autres variations de plus-values latentes :		
• sur titres acquis dans l'exercice		
• sur titres acquis antérieurement		
Autres mouvements comptables (à préciser)		
Montant à la clôture de l'exercice	360 000	360 000

6.2.6 Dépréciation des titres immobilisés et participations

Au vu des difficultés rencontrées par la société QAELON, sa situation financière à la clôture, et la prochaine levée de fonds n'étant pas assurée, nous avons déprécié les obligations convertibles détenues en portefeuille pour un montant de 438 000 €, ainsi que la valeur comptable des titres financiers pour 31 700 €.

6.3 Actif circulant

6.3.1 État des stocks

Catégorie de stocks appropriés à notre entité	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Matières premières et approvisionnements	6 713		6 713
TOTAL	6 713		6 713

6.3.2 Actif circulant / dépréciations

Rubriques	Situations et mouvements			
	(A) Dépréciations au début de l'exercice	(B) Augmentations : dotations de l'exercice	(C) Diminutions : reprises de l'exercice	(D) Dépréciations à la fin de l'exercice
Stocks	-	-	-	-
Usagers	106 808	4 622	-	111 429
Autres	-	-	-	-
TOTAL	106 808	4 622	-	111 429

Les évènements qui ont conduit à la dépréciation sont les suivants :

Constatation en clients douteux pour 5 546 € de la créance sur la société QAELON.

Le poste client s'élève à 2 073 781 € brut dont 1 165 375 € de factures à établir en 2024 sur des prestations de 2023 ou antérieur.

Un montant de 342 537 € concerne des créances HUS déjà facturées et 605 530 € TTC en factures à établir et qui feront l'objet de règlement en 2024.

6.3.3 Précisions sur d'autres créances significatives

Les autres créances s'élèvent à 12 598 837 € au 31/12/2023. Elles incluent essentiellement :

- Le solde de la subvention ANR à recevoir pour 4 230 000 € dont 2 930 000€ en 2024 et 1 300 000€ en 2025.
- Un solde d'autres subventions publiques à recevoir pour 7 249 515€
- Des créances de TVA pour 967 572 €
- Des contributions à recevoir pour financement de projets par la Fondation ARC pour 77 238 €

6.3.4 Charges constatées d'avance et écarts de conversion d'actif

6.3.4.1 Charges constatées d'avance

NATURE	MONTANT AU 31/12/2022	MONTANT 31/12/2021
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION		
Fournitures	7 518	
Assurances	90 476	104 613
Loyers	2 461	6 029
Maintenances Infos et matériel médical	5 074	13 712
Participation aux financements de projets	21 453	9 610
Redevances	10 103	13 944
Frais de téléphonie et Internet	354	246
Voyages		25 009
Rémun. intermédiaires		
Cotisations / Droits d'inscription	195	370
Abonnements	1 418	664
Sponsoring	2 500	2 500
Charges constatées d'avance - FINANCIERES		
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES		
TOTAL	141 552	176 697

6.4 Fonds propres

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur, du testateur ou du donateur le cas échéant, est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

L'apport sans droit de reprise implique la mise à disposition définitive d'un bien. Pour être inscrit en fonds associatifs, cet apport doit correspondre à un bien durable utilisé pour les besoins de l'association. Dans le cas contraire, il est inscrit en résultat.

6.4.1 Tableau de variation des Fonds propres

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise	1 333 014				1 333 014
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	4 027 441	1 092 057			5 119 498
Excédent ou déficit de l'exercice	1 092 057	-1092 057	93 556		93 556
Situation nette	6 452 512	-	93 556	-	6 546 069
Fonds propres consommables	400 000				400 000
Subventions d'investissement	26 268 127		971 997	3 346 469	23 893 655
Provisions réglementées					
TOTAL	33 120 639	-	1 065 553	3 346 469	30 839 724

6.4.2 Fonds propres sans droit de reprise

Les fonds propres sans droit de reprise correspondent à la mise à disposition définitive d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité. Ils sont la contrepartie de biens ou de fonds qui ne peuvent être repris ni par leurs apporteurs, ni par les fondateurs, ni par les membres de l'entité, ou, s'agissant d'une fondation, de la dotation statutaire et des dotations complémentaires non consommables. Ce n'est le cas échéant qu'à la liquidation de l'entité qu'ils feront l'objet d'un traitement spécifique (l'apport à une autre entité ayant le même objet le plus fréquemment).

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Fonds propres statutaires				
— Dotations non consommables initiales	1 000 000			1 000 000
—				
Fonds propres complémentaires				
— Première situation nette établie				
— Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés				
— Dotations non consommables				
— Autres apports sans droit de reprise	333 014			333 014

6.4.3 Fonds propres consommables

La dotation d'une fondation constitue des fonds propres sans droit de reprise ou des fonds propres consommables.

La dotation initiale consommable est de 400 000€.

6.4.4 Subvention d'investissement

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie.

A compter de la première application du règlement 2018-06 les subventions d'investissement sont soit reprises au compte de résultat exceptionnel au rythme de l'amortissement des actifs qu'elles ont contribués à financer, que l'actif soit un bien renouvelable par l'association ou non, soit comptabilisées immédiatement en produit exceptionnel à la date d'octroi de la subvention.

Ce choix de méthode comptable s'applique à l'ensemble des immobilisations amortissables financées dans le cadre de projets définis par l'utilisation de fonds dédiés. Notre entité a choisi :

De reprendre dans le résultat au rythme de l'amortissement de la quote-part des biens ainsi financés, la subvention d'investissement comptabilisée en fonds propres lors de son octroi, seul le montant net de la subvention étant présentée au bilan (traitement comptable appliqué rétrospectivement dès le 1^{er} exercice ouvert à compter du 1^{er} janvier 2020 aux subventions affectées à des biens renouvelables).

Tableau des subventions d'investissements

	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
Subventions d'investissement	Montant global	Augmentation	Diminution	Montant global
Montant nominal	47 997 939	971 997	324 834	48 645 102
Quotes-parts virées au résultat	- 21 729 812	- 3 024 674	+ 3 039	-24 751 446
Montant net en fonds propres	26 268 127			23 893 656

6.5 Provisions, fonds dédiés, autres passifs

6.5.1 Provisions

Nature des réserves et provisions	Montant début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Montant fin (D)
Provisions réglementées	-	-	-	-
Provisions pour risques	-	243 190	-	243 190
Provisions pour charges	-	-	-	-
TOTAL	-	243 190	-	243 190

6.5.1.1 Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	TOTAL
Indemnités de départ en retraite		12 073	12 073
Prise en charge des cotisations mutuelle santé pour des salariés partis en retraite			

6.5.2 Fonds reportés et dédiés

6.5.2.1 Fonds reportés liés au legs et donations

Les fonds sont dits « reportés » et comptabilisés en charge « reports en fonds reportés » quand l'entité n'a pas encore encaissé ou transféré à la clôture les montants correspondants, comptabilisé en produits d'exploitation au cours de l'exercice.

Ces sommes sont reportées au compte de résultat au fur et à mesure de la réalisation du legs ou de la donation, avec pour contrepartie le compte « utilisation de fonds reportés » poste « Utilisation des fonds dédiés » (et reportés) dans les Produits au compte de résultat.

6.5.2.2 Fonds dédiés

Ces sommes sont reportées au compte de résultat au fur et à mesure de leur utilisation avec pour contrepartie les comptes d'utilisation de fonds dédiés, poste « Utilisations des fonds dédiés » dans les Produits au compte de résultat.

A la clôture de l'exercice, sont comptabilisés dans les comptes de fonds dédiés les montants des subventions d'exploitation non utilisés pendant l'exercice. Les sommes inscrites en fonds dédiés correspondent soit à la part non consommée s'il s'agit d'une convention annuelle dont le financeur ne réclame pas la restitution, soit à la part non consommée de la partie non rattachée à l'exercice s'il s'agit d'une convention pluriannuelle.

Variation des fonds dédiés issus de	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisation		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursement		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitations projets	5 396 480	4 164 987	1 683 071	696 939	- 90 717	7 787 679	389 516
Subventions d'exploitation ANR	7 314 312		4 657 613		24 454	2 681 152	
Contributions pour renouvellement des immobilisations							
Autres contributions financières affectées							
Contributions financières d'autres organismes	771 591		468 450	8 560	- 3 938	299 203	
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	13 482 383	4 164 987	6 809 134	705 499	- 70 201	10 768 034	389 516

Lorsqu'une ressource inscrite, au cours de l'exercice, au compte de résultat dans les produits, n'a pu être utilisée en totalité au cours de cet exercice, l'engagement d'emploi pris par l'entité envers le tiers financeur est inscrit en charges sous la rubrique « reports en fonds dédiés » et au passif du bilan sous le compte « fonds dédiés »

Figurent en fonds dédiés à la clôture de l'exercice les ressources dédiées à des projets définis non totalement utilisés, le cas échéant relatives à des projets terminés dont l'organe habilité de notre entité a décidé de transférer les ressources à un autre projet défini avec l'accord du tiers financeur.

Les transferts réalisés au cours de l'exercice ont été les suivants :

- Sur les subventions d'exploitations projets : (- 90,7 k€)
 - + 89,3 k€ correspondant à la QP de subvention ANR des projets IHU validés en 2023 (transfert du stock ANR, vers fonds dédiés subventions projets) : 10 nouveaux projets

- + 7,1k€ correspondant au surplus fonds dédiés investissement LiveMargin vers fonds dédiés LiveMargin ;
- - 136,7 k€ correspondant au surplus fonds dédiés de plusieurs projet IHU terminés IHU, vers stock ANR exploitation ;
- - 50,4 k€ correspond au surplus de fonds dédiés LiverSurg vers le stock ANR exploitation correspondant à des dépenses antérieurement couvertes par l'ANR mais finalement financées dans le cadre du projet et aux frais de gestion.

Sur la subvention d'exploitation ANR : (+24,5 k€)

- - 89,3 k€ correspondant à la QP subvention ANR des projets IHU validés en 2023 (transfert du stock ANR, vers fonds dédiés projets) ;
- - 77,3 k€ correspondant au transfert de subvention ANR vers le stock des subventions d'investissements pour les investissements IHU de 2023 ;
- +3,9 k€ correspondant au surplus de fonds dédiés TheraHCC vers stock ANR exploitation correspondant à des dépenses antérieurement couvertes par l'ANR mais finalement financées dans le cadre du projet ;
- + 50,4 k€ correspondant au surplus de fonds dédiés LiverSurg vers stock ANR exploitation correspondant à des dépenses antérieurement couvertes par l'ANR mais finalement financées dans le cadre du projet et aux frais de gestion ;
- +136,7 k€ correspondant au surplus de fonds dédiés relatif à des projets IHU non utilisés.

Les remboursements sur les subventions d'exploitations projets (- 696,9 k€) correspondent à

- -61,6 € correspondant au surplus fonds dédiés LiverSurg, projet terminé qui viendra en déduction du montant financé sur ce projet par l'ANR ;
- -317,9 k€ correspondant à la diminution de la subvention total du projet ECAP (révision de l'annexe financière) ;
- -317,4 k€ correspondant à la diminution de la subvention total du projet DELIVER (révision de l'annexe financière).

Solde des fonds dédiés par projet :

Nom projet	Solde fonds dédiés en € 31/12/2023
ARS DMP	30 000
ERC LASER OPTIMAL	44 645
PICO	18 156
EVENCIPOR	3 629
FOREGUT (clinique)	10 388
LYNODENDO	12 136
ENOS	5 502
ESG IRM	8 576
ESG IRM extension budget	7 471
DATAWAREHOUSE/OPEN HR	209 600
TIGA/PREDICTEST	504 041
FLUX	131 722
BARIATRIC AMBU	4 499

DIAMS R&D	102 210
DIAMS Filière	144 534
ENSIST	167 994
CLINNOVA	125 370
CANCERPROFILE	226 819
Lymph Node Digital Twin	48 194
5GOR	672 063
AI DIAL	247 300
DELIVER	95 110
ECAP	584 378
GASTDACH	102 431
ARGYS 2 (reprise du numéro de la POC)	10 532
ColonAmbu	9 320
AISA Bypass	8 927
LUPIN IVUS	4 291
LiveMargin	800
SAND BOX 22-03 MAAR IUS	222
SAND BOX 22-04 BioE2,4	8 000
CryoBar	14 650
InTel	2 170
ARC	15 000
TEF HEALTH	465 114
TEF HEALTH	465 114
DUPI PNS	2 880
DAA ESG	2 845
EUS APS 2	23 345
SAND BOX 06 ADRENAL	2 631
SAND BOX 08 US CLOUD	2 936
SAND BOX 09 SURGMETRICS	2 525
SAND BOX 10 HYRA	1 849
SAND BOX 11 TREUS BOX	3 000
DAIOR	734 953
MITI 2	59 337
ARPA + Poc ARPA	59 034
MEDITWIN	2 381 436
TOTAL	7 787 680

6.5.2.3 *Dons manuels*

Les dons manuels de l'exercice s'élèvent à 3 000€

6.5.2.4 *Informations sur les fonds dédiés non utilisés*

Les projets pour lesquels aucune dépense significative n'a été enregistrée au cours des deux derniers exercices sont les suivants :

- Datawarehouse/Open Hr
- Lymph Node Digital Twin
- Flux

6.5.3 **Précisions sur d'autres dettes**

6.5.3.1 *Produits constatés d'avance*

L'utilisation du compte « Produits constatés d'avance » correspond à la traduction d'une pluriannualité formalisée dans une convention et non à la traduction du caractère « non affecté » des ressources. L'utilisation du compte produits constatés d'avance n'est envisagée dans le plan comptable associatif que pour la partie des subventions rattachées à des exercices futurs dans le cas de conventions pluriannuelles. La partie non consommée est enregistrée en fonds dédiés.

Une convention pluriannuelle prévoit clairement le montant prévisionnel pour lequel l'administration financeuse prévoit de contribuer au financement de l'action par rapport au budget présenté par la fondation dans sa demande de subvention. Elle prévoit le montant que le financeur s'engage à verser en année N et les montants prévisionnels pour chacune des années suivantes N+1, N+2, N+3 pour lesquels le terme prévisionnel est utilisé pour ne pas déroger au principe d'annuité budgétaire.

6.6 État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
DE L' ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	-		
	Prêts	-		
	Autres	-		
DE L' ACTIF CIRCULANT	Créances Clients et Comptes rattachés	1 962 351	1 962 351	
	Autres	12 598 837	4 849 170	7 749 667
Charges constatées d'avance		141 568	141 568	
TOTAL		14 702 756	6 953 089	7 749 667

Prêts Accordés en cours d'exercice	
Remboursements obtenus en cours d'exercice	

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		-			
Autres emprunts obligataires		-			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	-			
	à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers		264 000		158 400	105 600
Fournisseurs et comptes rattachés		1 476 999	1 476 999		
Dettes fiscales et sociales		660 747	660 747		
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		20 075	20 075		
Autres dettes		380 283	380 283		
Produits constatés d'avance		426 313	426 313		
TOTAL		3 228 417	2 964 417	158 400	105 600

Emprunts souscrits en cours d'exercice	
Emprunts remboursés en cours d'exercice	
Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physique à la clôture	

7 Informations relatives au Compte de résultat

Le compte de résultat est présenté selon les dispositions du plan comptable général sauf en ce qui concernent les opérations spécifiques qui suivent :

- Produits d'exploitation : cotisations, produits de tiers financeurs, utilisations des fonds dédiés;
- Charges : aides financières, reports en fonds dédiés ;
- Contributions volontaires en nature (produits) et charges des contributions volontaires en nature

7.1 Produits du compte de résultat

7.1.1 Cotisations

Aucune cotisation n'a été reçu au cours de l'exercice.

7.1.1.1 Ventes de biens et services

Les ventes de biens et services peuvent être ainsi détaillées par zone géographiques :

- En France : 1 710 214 €
- A l'Export : 538 249 €

7.1.1.2 Vente de prestations de parrainage

Le parrainage est un soutien financier apporté à l'entité par une personne physique ou morale comportant une contrepartie directe (en général publicitaire) pour le partenaire.
Les opérations de parrainage sont destinées à promouvoir l'image du partenaire.

Les conventions de produit-partage, qui consistent par exemple en un reversement d'une part du prix de vente d'un article ou d'un service à une entité bénéficiaire, revêtent soit la forme de mécénat soit la forme de parrainage selon les termes de la convention.

Le montant défini dans le cadre de la convention de parrainage conclue avec des personnes physiques ou morales est comptabilisé lors de la réalisation de l'opération.

Les produits de partenariats s'élèvent à 270 389 € sur l'exercice

7.1.2 Concours publics et subventions d'exploitation

7.1.2.1 Concours publics

Un concours public est une contribution financière apportée par une autorité administrative en application d'un dispositif législatif ou réglementaire (par opposition à la subvention, attribuée de façon facultative et objet d'une décision particulière).

Les concours publics comprennent :

- Les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions ;
- Les reversements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.

Ils sont comptabilisés en produit au compte « Concours publics » en fonction des modalités propres au dispositif concerné.

7.1.2.2 Subventions

Les dépenses engagées avant que notre entité ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutoires. Tant qu'une condition suspensive persiste, la subvention ne peut être comptabilisée en produits.

Constituent des subventions les contributions facultatives de toute nature, valorisées dans l'acte d'attribution, décidées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général et destinées à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire.

Ces actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes de droit privé bénéficiaires. Ces contributions ne peuvent constituer la rémunération de prestations individualisées répondant aux besoins des autorités ou organismes qui les accordent

Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.

La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « *Reports en fonds dédiés* » en contrepartie du passif « *Fonds dédiés sur subvention d'exploitation* ».

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

Les risques d'indus/de reversement de subvention sont enregistrés en « *Provisions pour risques et charges* »

7.1.2.3 Contributions financières

Une contribution financière reçue d'autres organismes est considérée comme un produit non lié à la générosité du public sauf si, par ex, une convention prévoit qu'une entité tierce reverse une quote-part de générosité du public de cette entité, auquel cas cette quote-part sera considérée comme des produits de la générosité du public.

Une contribution financière est un soutien facultatif octroyé par une autre entité. Ces contributions ne constituent pas la rémunération de prestations ou de fourniture de biens.

Les contributions financières ainsi définies sont comptabilisées à la signature de la convention d'octroi dans un compte de produits :

- D'exploitation si elles correspondent à une ressource relevant de l'activité courante de l'entité
- Exceptionnels si elles ne relèvent pas de l'activité courante de l'entité.

Une diminution de contribution financière a été comptabilisée pour 8 560 € correspondant au reversement prévue suite à la fin du projet financé.

7.1.2.4 Tableau des subventions, contributions financières et concours publics

Les subventions d'exploitation correspondent à des contributions facultatives versées part des autorités administratives. Elles se distinguent des contributions financières versées par d'autres organismes privés.

Nature du concours ou de la subvention	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	Caisse d'allocations familiales	Autres
Concours publics					
Subvention d'exploitation - Projets	592 312	2 409 891			595 562
Subvention d'exploitation - ANR		836 540			
Subventions d'exploitation - Projets - Remboursements / diminutions	- 317 904	- 379 035			

7.1.2.5 Mécénats

Le mécénat est un soutien financier ou matériel apporté par une personne morale ou une personne physique à une action ou une activité d'intérêt général.
Le montant octroyé au titre d'une convention de mécénat est comptabilisé en produit dans un compte « Mécénats » à la signature de la convention.
Si la convention est pluriannuelle la part attribuée relative aux exercices ultérieurs est comptabilisée en produits constatés d'avance.

Les conventions de produit-partage, qui consistent par exemple en un reversement d'une part du prix de vente d'un article ou d'un service à une entité bénéficiaire, revêtent soit la forme de mécénat soit la forme de parrainage selon les termes de la convention.

Un mécénat non financier constitue une contribution volontaire en nature

7.1.3 Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges

Reprises

- Sur amortissements : 0 €
- Sur dépréciations des immobilisations : 0 €
- Sur dépréciation d'autres actifs, hors legs ou donations destinés à être cédés : 0 €
- Sur dépréciation d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés : 0 €
- Sur provisions pour risques et charges : 0 €

Transferts de charges : 15 470 €

7.1.4 Utilisations des fonds dédiés

- Utilisation de fonds reportés : 0 €
- Utilisation des fonds dédiés sur subventions d'exploitation : 0 €
- Utilisation des fonds dédiés ANR : 4 657 613 €
- Utilisation des fonds dédiés sur subventions pour projets : 986 132 €

- Utilisation des fonds dédiés pour investissements : 45 303 €
- Utilisation des fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes : 414 587 €
- Utilisations des fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public : 0 €
- Utilisation des fonds dédiés – surplus projets non utilisé : 696 939 €
- Utilisation des fonds dédiés privés – surplus projets non utilisé : 8 560 €

7.1.5 Autres produits (d'exploitation)

- Production immobilisée – Incorporelle : 0 €
- Redevances concessions, brevets : 44 003 €
- Partenariats : 270 389 €
- Autres produits : 157 €

A partir de la date d'acceptation et jusqu'à la date de cession, les revenus et les charges afférents aux biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés, sont inscrits en compte de résultat soit selon leur nature lorsque celle-ci est identifiable, soit à défaut dans les comptes

7.2 Charges du compte de résultat

7.2.1 Achats de marchandises et variation des stocks

Les Achats de marchandises et variations de stocks sur l'exercice s'élèvent à 34 888 €

7.2.2 Autres Achats et charges externes

Les autres achats et charges externes sur l'exercice s'élèvent à 4 681 094 €

7.2.3 Aides financières

Les aides financières comprennent les aides financières octroyées et les quotes-parts de générosité reversées.

Une aide financière est

- Soit une somme d'argent accordée à une personne physique à titre d'aide ou de secours ;
- Soit une contribution financière facultative octroyée par une entité à une autre entité destinée à la réalisation d'actions ou d'investissements.

Ces sommes ou contributions ne constituent pas la rémunération de prestations ou de fourniture de biens.

Si l'entité (« collecteur reverseur »), qui assure la collecte en son nom, a le choix de l'entité bénéficiaire, ce versement est une aide financière. Si un accord ou une convention désigne expressément le bénéficiaire du reversement de tout ou partie de la collecte, ce versement est une quote-part de générosité du public reversée.

Si notre entité est « bénéficiaire » du reversement par un organisme agissant en son nom, les reversements reçus sont comptabilisés en produits « contributions financières » ou en quote-part de générosité du public reçues».

Si notre entité agit comme organisme collecteur au nom d'un bénéficiaire, cette collecte et son reversement sont comptabilisés en compte de tiers.

Si notre entité bénéficie de versements d'un organisme mandaté par notre entité agissant au nom de notre entité, les montants reçus sont en produits en nature « Dons ».

Les aides financières telles que ci-dessus définies sont comptabilisées à la date d'octroi de l'aide dans un compte de charges :

- D'exploitation si elles correspondent à l'activité normale de l'entité ; soit 482 K€ en N / 789 K€ en N-1
- Exceptionnelles si elles ne relèvent pas de l'activité normale de l'entité ; soit 0 K€ en N / 0 K€ en N-1

7.2.4 Impôts, taxes et versements assimilés

Les impôts, taxes et versements assimilés sur l'exercice s'élèvent à 41 104 € :

- Taxe d'apprentissage : - 7567 € (non assujettissement et remboursement taxes antérieures versées)
- Formation professionnelle continue : 24 816 €
- AGEFIPH : 2 907 €
- TVA régularisation du prorata : 20 947 €

7.2.5 Salaires et traitements, charges sociales

Les salaires et traitements sur l'exercice s'élèvent à 2 323 202 €

Les charges sociales sur l'exercice s'élèvent à 854 864 €

7.2.6 Dotations aux amortissements et aux dépréciations

Les dotations aux dépréciations comprennent celles relatives aux legs ou donations et les dépréciations des actifs acquis au moyen de la générosité du public.

Les dotations aux amortissements et aux dépréciations de l'exercice s'élèvent à 3 127 713 €

7.2.7 Dotations aux provisions

Les dotations aux provisions comprennent celles relatives aux legs ou donations avec charges

Les dotations aux provisions pour litige s'élèvent à 243 190 €

Les dotations aux provisions des créances de l'exercice s'élèvent à 4 622 €

7.2.8 Reports en fonds dédiés

Seules les charges d'exploitation comptabilisées sur l'exercice peuvent être affectées à l'utilisation des fonds pour des projets définis.

Le report en fonds dédiés correspond au montant non dépensé au cours de l'exercice N des subventions notifiées au cours de l'exercice N.

Au cours de l'exercice, le report en fonds dédiés pour projets s'élève à 4 164 987 €

7.2.9 Autres charges

Voir précision au § « Autres produits »

Les autres charges de l'exercice s'élèvent à 50 677 € dont :

- Redevances / concessions, brevets : 49 448 €
- Pertes sur créances irrécouvrables : 0 €
- Autres charges : 1 229 €

7.3 Résultat Financier

Les aides financières (§7.4.3) ne font pas partie du résultat financier. Elles sont rattachées à un poste distinct « Aides financières » en charges d'exploitation, ou figurent en charges exceptionnelles (si elles ne relèvent pas de l'activité normale).

Produits financiers : 140 253 €

- Produit des autres immobilisations financières : 22 723 €
- Escomptes obtenus : 62 €
- Autres produits financiers (Intérêts des livrets et CAT) : 116 954 €
- Reprise sur provision pour risques et charges financières : 0 €
- Gains de change : 514 €

Charges financières : 470 748 €

- Charges d'intérêts : 0 €
- Dotation sur provision pour risques et charges financières : 469 700 €
- Pertes de change : 1 048 €

7.4 Résultat exceptionnel

Produits exceptionnels : 3 080 590€

- Produits de cessions d'éléments de l'actif : 55 917 €
- QP des subventions d'investissement virées au résultat : 3 024 674 €
- Produits exceptionnels régularisation TVA : 0 €

Charges exceptionnelles : 0 €

- VNC des éléments d'actif cédés : 0 €

8 Contributions et charges des contributions, volontaires en nature (pied du compte de résultat)

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;
- Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;
- Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services

Une contribution est une participation, sous quelque forme que ce soit, à la réalisation d'une œuvre commune.

L'entité qui apporte ou affecte des biens en nature isolés ou des sommes en numéraire, à une personne morale de droit privé à but non lucratif, ne bénéficie, par cette opération, d'aucun droit sur le patrimoine de cette personne morale bénéficiaire.

- Ces apports ou affectations sont comptabilisés en charge à la date de signature de la convention ou des statuts.
- Les apports ou affectations sont soit en numéraire soit en nature.
- Les apports en nature correspondent à l'apport de tout bien qu'il soit matériel ou immatériel autre que l'argent.

La valorisation des apports de biens ou autres services se fait par référence au coût réel comme par exemple la valeur locative des mises à disposition de locaux.

Notre entité a décidé de comptabiliser les contributions volontaires en nature ci-dessous.

Les ventes des dons reçus en nature figurent en produits au compte de résultat dans le poste « Ventes de biens dont ventes de dons en nature ».

Les parrainages font partie du poste « ventes de prestations de service dont parrainages »

Nature de la contribution / modalités ayant permis de quantifier	Méthode de valorisation	Montant
<i>Obtenue :</i>		
KARL STORZ GmbH - Matériel médico-chirurgical	Valeur d'usage	31 141 €
PENTAX	Valeur d'usage	72 898 €
PENTAX – Equipements divers industriels	Valeur d'usage	61 373 €
OLYMPUS – Matériel médico-chirurgical	Valeur d'usage	217 478 €
OLYMPUS – Petits matériel et consommable médico-chirurgical	Valeur d'usage	629 724 €
SIEMENS – Mise à disposition de personnel	Valeur d'usage	131 740 €
SIEMENS – Logiciel	Valeur d'usage	32 457 €
SIEMENS – Equipement Imagerie	Valeur d'usage	30 000 €
TOTAL		1 206 811 €

9 Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat

9.1 Produits à recevoir

Les produits à recevoir sur l'exercice s'élèvent à 1 249 288 €

- Clients – Factures à établir : 1 165 375 €
- Fournisseurs – Avoirs à obtenir : 25 698 €
- Intérêts OC à recevoir : 3 151 €
- Intérêts courus à recevoir : 55 064 €

10 Honoraires des commissaires aux comptes

	MAZARS
— Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	— 23 419 €
— Au titre d'autres prestations	—
— Honoraires totaux	— 23 419 €

11 Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)

Ces informations étant de nature à identifier la situation d'un membre déterminé des organes de direction ne sont pas fournies

11.1 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	Personnel salarié
Cadres	33
Agents de maîtrise et Techniciens	2
Employés	11
Ouvriers	
Total	46

11.2 Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

11.2.1 Les engagements de retraites et avantages assimilés

Le montant de notre engagement total correspondant s'élève à 12 073 €

Cet engagement est estimé selon la méthode historique simplifiée retenue par notre entité suivante : méthode des unités de crédit projetées.

Les principales hypothèses sont les suivantes à la date de clôture :

- Age de départ à la retraite présumé à l'initiative du salarié : 64 ans
- Taux d'actualisation : 3,50 %
- Taux d'augmentation annuel des salaires : 1 %
- Concernant l'appréciation de la probabilité d'être présent dans l'entité à l'âge de départ en retraite, notre entité utilise,
- Taux de turnover : 7,13 % pour les cadres, 4,44 % pour les non-cadres
- Pour la prise en compte du risque de mortalité,
 - Le pourcentage de survie résulte des tables de mortalité officielles de l'Insee distinctes hommes/femmes.
- Le taux de charges sociales :
 - Cadres : 40,82 %
 - Employés : 31,40 %